



Auteur : Benoît Pèlegri (AFP) – 23/06/2026

"Ça va être chaud aussi pour les épargnants": la fiscalité de l'assurance vie est dans le viseur des politiques, France Epargne s'inquiète des "idées plus ou moins loufoques"

Les partis politiques commencent à s'emparer de la fiscalité de l'épargne en vue des présidentielles, estime l'association qui compte 2 millions d'épargnants.

La fédération France Épargne, qui représente environ 2 millions d'épargnants, s'attend à ce que la fiscalité de l'assurance vie soit un des sujets largement discuté pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 2027.

"Il n'y a pas que la température qui augmente, ça va être chaud aussi pour les prélèvements obligatoires sur les épargnants", a déclaré mardi lors d'une conférence de presse Guillaume Prache, président de France Épargne, nouveau nom du Faider (Fédération des associations indépendantes des épargnants pour la retraite).

Ce lobby rassemble plusieurs associations d'épargnants, comme Agipi, Asac-Fapes ou Gaipare, qui comptent ensemble quelque 2 millions d'épargnants et 67 milliards d'euros d'encours gérés.

"Nous nous attendons à une bataille, un challenge, sur la fiscalité de l'épargne", a repris M. Prache, "du fait de la situation des finances publiques et des échéances politiques", notamment l'élection présidentielle prévue au printemps 2027.

www.france-epargne.org

Les responsables politiques lorgnent régulièrement sur [l'assurance vie, qui bénéficie d'un régime fiscal avantageux, notamment en matière de succession.](#)

Les Français y détiennent 2.148 milliards d'euros, selon les derniers chiffres de France Assureurs.

"Des idées plus ou moins loufoques"

Ce patrimoine est très inégalement réparti: les 10% des ménages français les plus fortunés possèdent en moyenne 423.090 euros dans leurs contrats d'assurance vie, soit 93,6 fois plus que la moitié des ménages français les moins fortunés (4.520 euros en moyenne), selon des données de la Banque de France arrêtées à fin 2025.

"Il y a déjà certains partis qui ont avancé des idées, plus ou moins (...) loufoques, plus ou moins dures pour l'assurance vie", a déclaré Bruno Guillier de Chalvron, délégué général d'Agipi, aussi présent à la conférence de presse.

Les responsables politiques de gauche, et parfois du Modem, font régulièrement des déclarations proposant un durcissement de la fiscalité de l'épargne, ou déposent des amendements en ce sens lors de l'examen des projets de lois de finance.

"En terme de débats, on s'attend à ce qu'il y ait beaucoup d'animation et des propositions qui soient très différentes, vraiment très éloignées les unes des autres sur le rôle, sur la constitution et sur la contribution de l'assurance vie", a poursuivi M. Guillier de Chalvron.



Avec la baisse du rendement du Livret A et le retour en force de l'assurance-vie, les stratégies d'épargne des Français évoluent rapidement. - Malakoff